

Culture scientifique et savoirs locaux dans une société démocratique et multiculturelle.

Hervé FERRIERE, Maître de Conférences en Épistémologie Histoire des Sciences et des Techniques, *Centre de Recherches et de Ressources pour l'Enseignement et la Formation, Institut Universitaire de Formation des Maîtres de Guadeloupe, Université des Antilles-Guyane ; Patrimoine et Histoire des Sciences et des Techniques, Université de Bretagne Occidentale.*
E-mail : hferrier@iufm.univ-ag.fr

Alors que l'expression « culture scientifique » est contestée voire ignorée dans certaines parties du globe, peut-on définir et diffuser légitimement une telle culture au sein d'une société ? Ce serait déjà présupposer que la société dont nous parlons est homogène et réellement démocratique, constituée de citoyens libres, égaux, émancipés, informés et capables de saisir puis de juger la teneur, les objectifs et les conséquences des savoirs scientifiques. Ce serait aussi penser que la relation à la science et aux savoirs en général de tous ces citoyens serait toujours la même. Ce serait imaginer enfin qu'une soi-disant culture scientifique serait forcément commune, apaisée, souhaitée et universellement acceptée : elle garantirait les bonnes relations entre science et société.

Force est de constater que ce n'est pas le cas. Ces relations sont souvent des tensions douloureuses, des décisions imposées, voire de véritables guerres culturelles. Le rôle de la science dans les mondialisations technologiques successives, son lien avec l'industrialisation et sa responsabilité dans la dégradation des écosystèmes sont souvent dénoncés. La science se trouve alors confondue avec son avatar technoscientifique et semble devenir une ennemie de la société puis – glissement inconscient quand on réalise enfin que la société est multiculturelle - une ennemie *des sociétés* qualifiées de rurales, d'autochtones ou de primitives (comme si celles-ci étaient toujours extérieures à la temporalité de *la société*). Or, comme en témoignent l'anthropologie et les nombreux projets scientifiques qui visent à les valoriser économiquement, ces sociétés *en marge* sont dépositaires de savoirs scientifiques particuliers, réductibles à des savoirs locaux, développés dans des écosystèmes donnés, efficaces techniquement et rendant le réel intelligible. Ces savoirs locaux répondent aux principaux principes scientifiques : de réalité, de correspondance avec le réel et de communication. Ils ne sont donc pas des croyances ni des savoirs qualifiés (sans que leurs dépositaires n'aient visiblement rien à y redire !) de populaires, d'indigènes ou de traditionnels. Ces appellations sont d'ailleurs bien difficiles à définir et ont dorénavant surtout des justifications légales et économiques et/ou des objectifs politiques. On les qualifie encore de savoirs d'action ou d'ethnosavoirs. Ils sont souvent présentés comme informels, intuitifs, tacites, implicites, holistes,

contextuels, singuliers par leur appartenance à une culture ou à un écosystème, empiriques, transmis oralement ou par démonstration directe... Ces qualités sont le plus souvent vues comme inférieures à celles des savoirs diffusés qui seraient modernes, universalistes, codifiés, uniformisés, compartimentés en différentes disciplines dénuées de toute visée morale ou normative.

En fait, et c'est en cela qu'ils interrogent la relation entre science et société, ces savoirs locaux connaissent des sorts variés au cœur de *la société mondialisée*. Ils peuvent être ignorés, niés et raillés, mais ils sont aussi pillés, achetés puis diffusés. Ils peuvent aussi être idéalisés car soi-disant plus respectueux de l'environnement et de valeurs humanistes. En tout cas, ils sont toujours placés dans une échelle de valeur et de scientificité au sommet de laquelle se trouvent les savoirs diffusés prétendument occidentaux. De fait, ces savoirs locaux n'appartiennent pas à la « culture scientifique » habituellement médiatisée et enseignée et ne sont pas présentés comme des savoirs légitimes ou authentiques, ce qui démontre une méconnaissance d'une grande partie de l'histoire mondiale des sciences et un renoncement partiel et dommageable à l'épistémologie des savoirs au sein d'une société multiculturelle se voulant démocratique.

Leur sort illustre admirablement l'histoire de la diffusion des savoirs. Ce processus, non linéaire et de durée très variable, ne peut être superposé à une simple mondialisation. Il est bien sûr historique, social et épistémologique. Il compte de nombreuses phases de production, de reconnaissance, de recueil, de confiscation, d'acclimatation, de validation, d'adaptation, de formalisation, de théorisation, d'imposition, d'acculturation, d'enseignement, de médiation, de négociation, d'adoption, d'appropriation, etc. Ce processus se fait grâce et sous la pression d'une communauté scientifique professionnelle mais aussi des classes culturelles, politiques et économiques dominantes. Mais, s'il n'était dévoyé pour de multiples raisons que nous ne détaillerons pas ici, ce processus ne devrait produire aucune forme de hiérarchie entre savoir diffusé et savoir local. D'abord parce que tout savoir diffusé a d'abord été local et ensuite parce que tout savoir subit une multitude de relocalisations lors de sa diffusion.

Leur sort illustre aussi certains travers de la médiation et de l'enseignement scientifique. C'est à ces travers que nous nous intéresserons en axant notre réflexion sur leurs acteurs. Ceux-ci ignorent parfois la structure, la diversité et l'histoire de la société dans laquelle ils œuvrent. Un grand nombre d'entre eux se place dans le champ d'une épistémologie et d'une histoire des sciences prétendument occidentales mais largement reconstruites. Or cette posture, le plus souvent par manque de formation et de curiosité, renforce l'opposition entre science et société multiculturelle. Elle ruine aussi une partie de l'idéal démocratique. En effet, l'agenda, les objectifs et les sujets des acteurs de la médiation sont le plus souvent dictés par les industries et par les états, médias et institutions scientifiques qui les soutiennent. Ils sont organisés, la plupart du temps, pour formaliser

et limiter les questions socialement vives comme par exemple après un accident industriel ou lors de l'émergence d'une nouvelle technologie mal perçue. Les contenus des enseignements scientifiques sont, quant à eux, définis par des universitaires spécialisés qui ont une vision plutôt réductrice de la soi-disant culture scientifique suffisante à un citoyen. Et les enseignants (autres acteurs essentiels) n'ont pas de recours face à ces contenus et ne se pensent pas légitimes pour les remettre en cause. Ces acteurs ne promeuvent, parfois à leur insu, que des savoirs liés au mode de développement économique actuel. Ils ignorent le processus de diffusion des savoirs, et finissent, involontairement, par nuire à l'édification d'une culture humaniste, seule respectueuse de la diversité culturelle et garante d'une réelle démocratie.